

Unofficial translation prepared for the International Labour Office. This translation is intended for information purposes only and does not substitute consultation of the authoritative text. Copyright © 2006 International Labour Organization

CROATIE - LOI SUR LES FONCTIONNAIRES DE 2005

Principe d'interdiction de la discrimination et du favoritisme

Article 6

Dans l'exercice de leurs fonctions, les fonctionnaires ne doivent pas pratiquer la discrimination ou le favoritisme fondés sur l'âge, la nationalité, l'appartenance ethnique et territoriale, l'origine linguistique et raciale, les convictions ou tendances politiques ou religieuses, l'invalidité, l'éducation, la situation sociale, le sexe, le statut marital ou familial, l'orientation sexuelle ou d'autres raisons contraires aux droits et libertés établis par la Constitution et les lois.

Droit au salaire et autres droits matériels

Article 10

- 1) Pour leur travail, les fonctionnaires ont droit à un salaire.
- 2) Les fonctionnaires ont droit à un salaire égal pour un travail égal, ou un travail de même valeur, qu'ils soient dans la fonction publique pour une période déterminée ou indéterminée, et qu'ils soient ou non en période d'essai.
- 3) Les salaires et autres droits matériels des fonctionnaires sont régis par une loi spécifique.
- 4) Les droits matériels et autres des fonctionnaires peuvent être régis par la convention collective.

Conditions de recrutement dans la fonction publique

Article 48

- (1) Une personne recrutée dans la fonction publique doit avoir:
 - a) le niveau d'éducation requis,
 - b) les connaissances spécialisées et l'expérience nécessaires, sauf dans le cas des stagiaires,
 - c) l'aptitude physique pour remplir les tâches afférentes au poste pour lequel elle est recrutée,
 - d) la citoyenneté croate.
- (2) Pour être recrutée dans la fonction publique, une personne qui est citoyen étranger ou sans citoyenneté, outre qu'elle doit remplir les conditions prescrites par une loi spécifique, doit avoir au préalable l'accord de l'organe central de l'administration de l'État chargé des relations avec les fonctionnaires.

(3) Outre les conditions visées au paragraphe 1 du présent article, une loi spécifique, un décret ou le règlement intérieur d'un organe de l'État peuvent aussi prescrire d'autres conditions de recrutement dans la fonction publique.

Obstacles au recrutement dans la fonction publique

Article 49

Ne peuvent être recrutées dans la fonction publique les personnes:

a) contre lesquelles est engagée une procédure pénale ou qui ont été condamnées pour des délits pour lesquels est prescrite une peine d'au moins deux ans de prison en vertu du droit national ou international, pour des atteintes à la vie et à l'intégrité physique des personnes, à l'humanité, à la morale, à la propriété publique ou privée, à l'administration publique et à l'intérêt public, ou pour détournement dans le secteur public, sauf en cas de réhabilitation en vertu d'une loi spécifique,

b) qui ont été suspendues de leurs fonctions pour atteinte grave au devoir de service, pour une période de quatre ans à compter de la cessation de leurs fonctions,

c) qui ont été suspendues de leurs fonctions car elles n'ont pas donné satisfaction lors de la période d'essai, pour une période de quatre ans à compter de la cessation de leurs fonctions.